



IDÉES

Québec imaginaire
et Canada réel

Page B 5



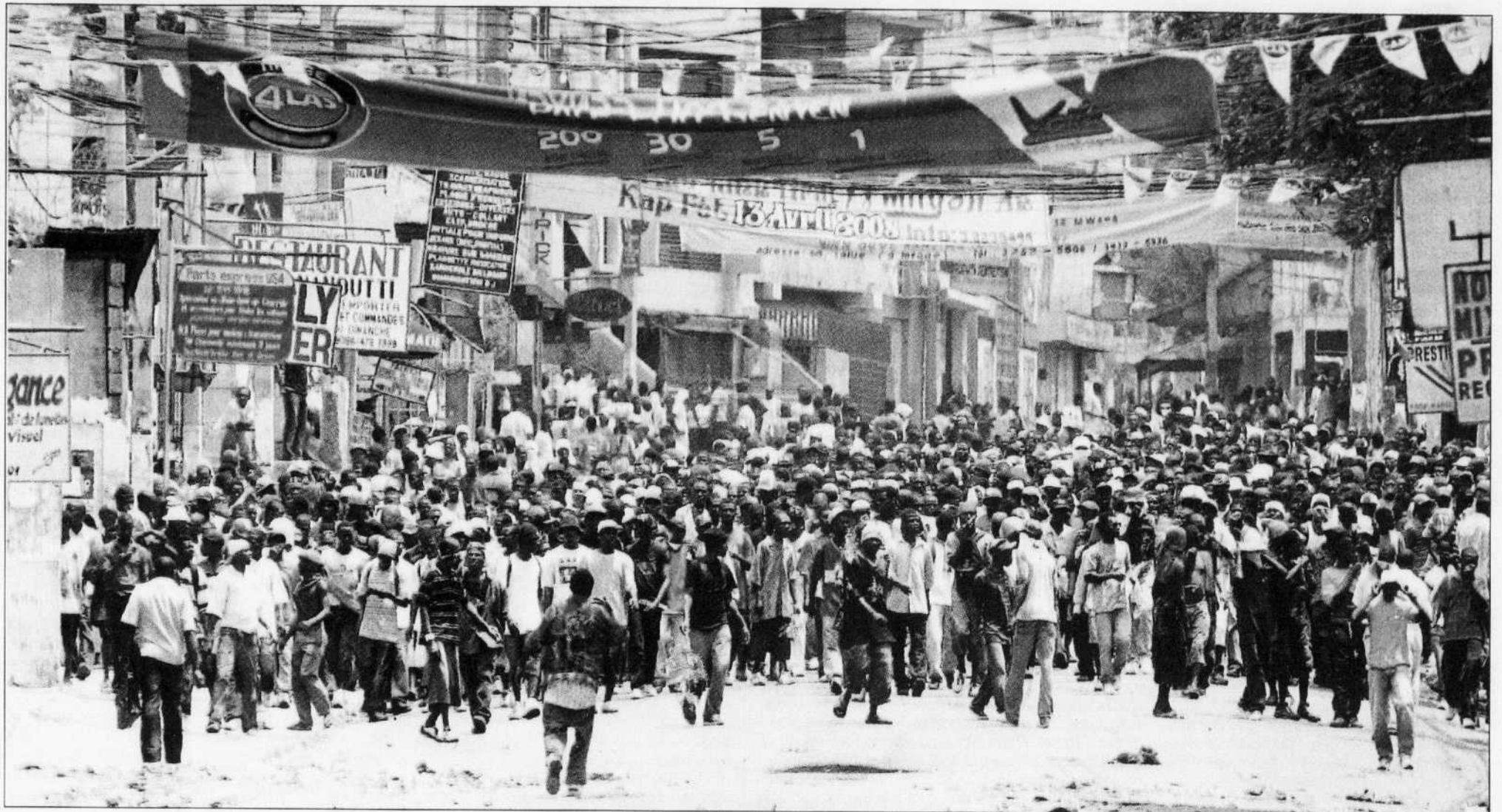
ARCHITECTURE

Le bâtisseur de poésie

Page B 6

CAHIER
B

PERSPECTIVES



Les manifestants à Port-au-Prince ont reconstruit mercredi les barrages que les forces de l'ordre avaient été détruits au cours de la nuit.

EDUARDO MUÑOZ REUTERS

HAÏTI

Derrière les émeutes, le spectre d'Aristide

Assiste-t-on à une tentative de renversement du gouvernement?

Depuis quelques jours en Haïti, les groupes criminels des quartiers populaires ont repris le contrôle des rues. Historiquement très liées au parti Lavalas, des émeutes pro-Aristide seraient en grande partie responsables des violences qui ont assombri les manifestations contre la hausse des prix de la farine il y a dix jours. On soupçonne aujourd'hui l'existence d'une tentative planifiée de faire tomber le gouvernement du premier ministre Jacques-Édouard Alexis.

ÉTIENNE CÔTÉ-PALUCK

Dans les rues assiégées de Petit-Goâve, un étal de fortune nommé Marché Clorox affichait mardi dernier un prix de vente de plusieurs centaines de dollars pour chaque sac fictif de céréales. La célèbre marque de blanchisseur Clorox est maintenant devenue le symbole des manifestations contre la hausse du coût de la vie. Elle fait référence à une expression populaire assimilant le goût de ce produit à la sensation de faim.

Comme au Salvador, au Cameroun, au Burkina Faso ou en Indonésie, la majorité de la population haïtienne, qui vit sous le seuil de la pauvreté, a subi une importante augmentation du prix des produits de base depuis le début de l'année, surtout celui du pétrole et des céréales. Le sac de riz est ainsi passé, selon l'agence de presse haïtienne HPN, de 750 à plus de 1150 gourdes (de 20 \$ à plus de 30 \$ environ). Le prix de la marmite de pois serait passé de 125 à 225 gourdes.

Dans un appel au calme lancé mercredi, le président René Préal a surtout montré du doigt les marchés mondiaux, les jugeant responsables de ces hausses. Il a rappelé la nécessité de reconstruire l'agriculture haïtienne, détruite notamment par l'importation massive du riz depuis la fin des années 80.

«Les manifestations qui se sont déroulées à travers les rues de la capitale et de plusieurs villes de province ont surtout été motivées, dans un premier temps, par le désir de lutter contre la vie chère», rapporte le journaliste et photographe Roberto Isaac, de l'agence HPN. Les manifestants demandaient de réduire les prix des produits de première nécessité pour pouvoir se procurer quelque chose à manger. Mais rapidement, cela a pris une tout autre tournure.»

Du vandalisme orchestré

Entamées aux Cayes le 3 avril, ces manifestations, le plus souvent pacifiques, ont rapidement laissé place à des actes de vandalisme orchestrés, selon certains, afin de paralyser le pays et de faire tomber le gouvernement. Le premier ministre Jacques-Édouard Alexis a accusé au départ les trafiquants de drogue. Depuis les émeutes majeures de Port-au-Prince mardi et



Les habitants de Port-au-Prince sont retournés temporairement à leurs activités quotidiennes jeudi.

EDUARDO MUÑOZ REUTERS

mercredi, plusieurs casseurs semblent s'afficher comme partisans de l'ancien président Aristide.

«À Port-au-Prince, de nouveaux manifestants issus des groupes organisés de quartiers populaires liés à la Famille Lavalas [le parti d'Aristide] ont montré qu'on assistait à un travail systématique mené par les groupes d'Aristide», affirme le sociologue Laenec Hurbon. Cela s'est d'ailleurs confirmé cette semaine dans les autres villes bloquées le jour par des barricades. Bien que le vandalisme ait cessé à Port-au-Prince depuis mardi, la ville est morte: l'électricité et l'essence n'y sont plus disponibles. Des barricades de fortune étaient encore érigées avant-hier dans quelques villes du pays et les gens attendent une réponse du gouvernement à la menace de destitution du premier ministre par un groupe de sénateurs.

Un lourd passé

Les partisans de la Famille Lavalas ont fait un appel public à des manifestations pacifiques, mais il est connu de tous que, par le passé, ils ont organisé des manifestations violentes grâce au soutien de bandes criminelles des quartiers populaires.

Une forte baisse du respect des droits fondamentaux avait d'ailleurs marqué le dernier passage d'Aristide à la présidence de 2000 à 2004 (élections truquées, liberté d'expression bafouée). À l'époque, plusieurs gangs de jeunes criminels s'en étaient pris violemment à des

personnes et groupes critiques des politiques d'Aristide.

«Ils ont toujours procédé ainsi», poursuit M. Hurbon, chercheur affilié au Centre national de recherche scientifique de Paris (CNRS). Si vous lisez bien le message [du nouvel an 2008] d'Aristide, celui-ci demande «même amour», expression signifiant un renforcement des luttes et des pratiques dures contre le régime de Préal afin d'obtenir son propre retour, l'unique solution, selon les lavalasistes, pour remédier aux problèmes du pays.»

«Le gouvernement n'a pas été en phase avec les attentes et les angoisses de la population»

«Dans les pratiques lavalasistes», poursuit-il, le mot «pacifique» signifie qu'on peut attaquer les maisons: toute personne qui n'est pas de Lavalas est considérée comme un bourgeois et un riche. Autrement dit, derrière les manifestations des gens qui effectuent des manifestations des gens qui effectuent une baisse des prix des produits de première nécessité, il y a tout un militantisme politique de groupes lavalasistes liés à Aristide qui demandent son retour. Derrière la question sociale, il y a une question politique.»

Mardi, Port-au-Prince a vécu sa plus forte journée de vandalisme depuis l'époque d'Aristide: des magasins, des stations-services, des banques et des médias ont subi un pillage systématique. Mercredi, le chic quartier de Pétiou-Ville a aussi connu des actes de saccage. «En Haïti, rien ne se fait par hasard», affirme Roberto Isaac, de HPN. Quelques groupes de personnes ont tenté de s'appro-

prier le mouvement et les gens ne manifestent plus dans les rues pour une réduction des prix des produits; ils s'en sont pris à certains magasins et commerces. C'était la même situation en 2004.»

«Certaines informations nous portent à croire qu'il y a eu une réunion à Cité-Soleil pendant la nuit [de lundi à mardi dernier] pour planifier la journée [suivante]. Je n'étais pas sur place, je n'ai donc pas pu vérifier cette information, mais il semble que certains dirigeants du parti Famille Lavalas, Sô Anne et le père Jean Juste, auraient tenté d'attiser le mouvement.»

Certains groupes du centre-ville de la capitale auraient aussi demandé la levée de tous les contrôles douaniers, mesure qui profiterait aux importateurs, eux-mêmes souvent très proches des mouvances politiques. Le président de la République a d'ailleurs rejeté cette demande lors de son discours mercredi.

Stabilité

Au moment de son accession au pouvoir en 2006, le président René Préal affirmait que ses priorités étaient la sécurité et la lutte contre la corruption, qui permettraient d'attirer les investissements en Haïti et de relancer l'économie. Symbole et fierté de sa présidence, cette stabilité a été ébranlée pour la première fois à Port-au-Prince mardi et en province par la suite.

Depuis le début des troubles, «le gouvernement n'a pas été en phase avec les attentes et les angoisses de la population», explique M. Hurbon sur un ton enflammé. Nous avons assisté à une sorte de disparition, d'effondrement de l'État. Quand la foule n'a pas de bornes et quand tout est possible en politique, cela veut dire que nous sommes en plein danger, en pleine sauvagerie, en pleine barbarie. C'est ce qui est arrivé. Et Préal n'a pas répondu à l'attente de la population.»

Bien que des améliorations ont été apportées récemment à la liberté d'expression et aux droits des femmes, aucune avancée socioéconomique notable ne semble avoir été enregistrée dans le pays depuis la fin du régime dictatorial de la famille Duvalier en 1986.

«Si, effectivement, les manifestants n'avaient vraiment qu'une demande socioéconomique, ils auraient compris qu'il ne faut pas mettre à sac l'ensemble des magasins, des maisons de commerce», précise Hurbon. Ils n'auraient pas attaqué des ministères et des institutions qui n'ont rien à voir avec le problème. Autrement dit, le pays risque de s'enfoncer d'avantage dans la misère, la pauvreté, parce qu'il y aura moins d'investissements après ce qui s'est passé. C'est ça, le fond de l'affaire. C'est la réaction du gouvernement qui me pose problème: il aurait dû comprendre qu'il ne pouvait pas s'éclipser pendant deux jours et attendre pour intervenir. Il aurait dû expliquer que la loi doit assurer la sécurité de la population au quotidien. Dans la journée [de mardi], l'État s'est effondré, puisque tout était possible. Et c'est très dangereux puisque la sécurité n'existe plus pour personne, chacun est obligé de s'enfermer chez soi, et la foule devient ce qu'on appelle une populace.»

Collaboration spéciale

PERSPECTIVES

La grogne des ménages



Gil Courtemanche

La Haye — Ca grogne dans les ménages néerlandais. Dans ce pays de maraîchers hors pair, efficaces et prudents, le prix des tomates et des concombres augmente plus vite que le rythme de l'inflation. Ici, on cultive essentiellement en serre, et les profits de la Dutch Shell signifient que les tomates de serre coûtent beaucoup plus cher à la ménagère néerlandaise. Des serres, ça se chauffe, et le printemps n'est pas encore arrivé. Et le pétrole de la Dutch Shell coûte sans cesse plus cher.

En France, l'impopularité croissante de Nicolas Sarkozy est en partie due au style de Rambo présidentiel, à la médiatisation de sa personne omniprésente mais surtout, disent les sondages, au «pouvoir d'achat». Les Français, en partie avec raison, se sentent de plus en plus pauvres. En fait, ils ne sont pas tellement plus pauvres qu'avant, mais quand ils font les courses au marché, ils ont l'impression qu'on les arnaque. Avec l'essence, c'est l'alimentation qui subit les hausses de prix les plus considérables. De tous les prix, ce sont évidemment ceux de ce que nous mangeons que nous connaissons le mieux et dont la hausse nous offusque le plus.

En Italie, des élections législatives auront lieu demain. Les sondages prédisent une victoire du chevalier d'industrie Silvio Berlusconi, un homme qui, dans tout autre pays que l'Italie, serait en prison. Mais voilà, il était dans l'opposition quand le prix des pâtes a augmenté de 40 %, au point de provoquer la panique dans les supermarchés. En Europe, la hausse du prix des aliments n'atteint pas le seuil de la crise, on ne manifeste pas dans les rues, mais elle nourrit la grogne, le mécontentement et la morosité.

En janvier, le prix de la tortilla, élément de base de l'alimentation mexicaine, a augmenté de 40 %. Le gouvernement Calderón, qui pratique un néolibéralisme classique, s'est transformé en gouvernement interventionniste pour éviter la révolte. Gel des prix, subventions aux producteurs: on se serait cru en pays socialiste.

Dans tous ces exemples, la hausse du prix des denrées alimentaires inquiète, joue un rôle politique et entraîne des corrections de politiques. Mais on ne parle pas de crise.



Ce n'est pas le cas en Haïti. La crise est là, avec quelques morts déjà, un gouvernement menacé, une mince reconstruction en question. Haïti ne produit presque rien. Le pays importe presque tous ses produits alimentaires. En plus, le gouvernement, qui n'a presque aucune source de revenus, taxe les importations. Chez nous, une hausse de 10 % peut s'absorber, ce n'est qu'un irritant, mais en Haïti, c'est un repas de moins par jour.

C'est presque tout le Tiers-Monde qui est plongé dans la crise du prix de la nourriture et, dans certains pays, cette crise menace une stabilité durement acquise.

L'Afrique est particulièrement fragilisée par la hausse soudaine du prix des denrées alimentaires. Au cours de la dernière année, le prix du blé sur le marché de Chicago a augmenté de 49 %, et celui du maïs, de 55 %. Le prix de la tonne de riz thaï (référence pour les prix mondiaux) est passé de 320 \$ à 795 \$.

Dans au moins une dizaine de pays, dont l'Égypte, le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal, le Maroc, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, les femmes descendent dans la rue pour réclamer des repas à un prix raisonnable.

Dans ces pays aussi, on a déploré quelques morts. On comprend la colère et le désespoir. Au Sénégal, le coût d'un repas quotidien a augmenté de 40 % en un an. En Asie, les Philippines, le plus grand importateur de riz au monde, font face à une tension croissante et le gouvernement poursuit les gens soupçonnés de stocker du riz.

Même les organisations internationales peinent à cause de cette envolée du prix des denrées alimentaires. Le Programme alimentaire mondial, qui fournit de l'aide alimentaire aux plus démunis de la Terre, voit sa facture augmenter de 500 millions.



On pourrait croire que cette hausse des prix ferait au moins quelques heureux: les agriculteurs. Pas si simple. Certes, les grands producteurs de céréales et les exploitations industrielles recueillent une partie de cette manne. Par contre, les éleveurs de porc ou de bœuf voient leurs coûts de production s'envoler. Je viens de lire sur Internet le désespoir d'une productrice de porc québécoise qui «mange sa marge de crédit» depuis un an. En Asie, la hausse du prix du riz est une catastrophe pour la majorité des petits cultivateurs, car ils sont dans l'ensemble des acheteurs de riz. Ils ne produisent pas suffisamment pour couvrir leurs besoins alimentaires et doivent donc acheter au marché au prix du marché.

Cette folie des prix, on l'explique poliment. Sécheresse dans certains pays, hausse des prix du pétrole, stocks au plus bas et, phénomène de plus en plus troublant, conversion de denrées alimentaires en carburant pour les autos. On mentionne rapidement la spéculation et rarement la mondialisation et la concentration. Dans le domaine des céréales comme dans celui du pétrole existent une dizaine de conglomérats géants qui manipulent les prix et retiennent les stocks pour créer des pénuries artificielles.

On ne mentionne surtout pas l'idéologie néolibérale de la Banque mondiale qui a détruit l'agriculture en Afrique et la capacité de ses gouvernements de réguler le plus essentiel des besoins: l'alimentation. Pendant 20 ans, la Banque mondiale a imposé un modèle aux pays africains: produire des choses qui s'exportent et laisser le marché décider des prix des denrées alimentaires. Le manioc a été remplacé par les cacahuètes, les bananes par le coton. Les gouvernements ont laissé entrer les produits importés et abandonné le contrôle des prix pour les denrées essentielles. Aujourd'hui, la maman du Sénégal paie 40 % de plus pour du riz importé. Auparavant, elle et son mari possédaient un lopin qui produisait du manioc, des oignons et des tomates. Dans le champ pousse maintenant du coton que personne n'achète parce que les marchés occidentaux protègent leurs fermiers subventionnés. Dans son rapport annuel de l'année dernière, la Banque mondiale reconnaissait son erreur. Elle disait à la maman sénégalaise d'arracher son coton et de se remettre au manioc. Pour cette année, il est trop tard, et peut-être aussi pour l'année prochaine. La maman va souffrir.



Un tranche de mangue en attendant les clients, se sont dits ces deux enfants de Port-au-Prince.

L'administration publique québécoise et les allophones

Le roi est-il anglais ?

ROBERT DUTRISAC

Québec — La propension de l'administration publique québécoise à s'adresser en anglais aux immigrants allophones à Montréal tient beaucoup à l'approche client adoptée par le gouvernement. Le client est roi et le roi veut qu'on s'adresse à lui en anglais.

C'est ce que soutient le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). «*Quand on parle de l'approche client, le gouvernement, c'est comme une entreprise*», a souligné Michel Sawyer, président du SFPQ. «*Le client ne fait que dire "hello" avec un accent et c'est en anglais qu'on lui parle.*»

Un article publié mardi dans nos pages révélait que l'administration publique s'adresse en anglais à une majorité des nouveaux arrivants allophones à Montréal, que ce soit à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) ou à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), deux passages obligés pour les immigrants qui arrivent au Québec, ainsi qu'au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Selon nos informations, jusqu'à 75 % des immigrants non francophones (qui ne viennent pas de l'Europe francophone, du Maghreb, de l'Afrique francophone ou d'Haïti) sont classés comme anglophones. Désignés par un code de langue anglais, ils obtiennent des services de l'État québécois dans la langue de Shakespeare leur vie durant.

Un code sacré

À la RAMQ, l'approche client veut que le code de langue anglais soit sacré. Ainsi, le SFPQ a récemment été informé d'une situation où un préposé a été rappelé à l'ordre pour avoir envoyé de la documentation en français à un immigrante qui lui avait pourtant parlé dans un très bon français. Il y a quelques années, un agent de la RAMQ avait accordé un code de langue anglais à cette immigrante allophone parce qu'elle arrivait d'un pays non francophone. Les gestionnaires de la RAMQ n'ont pas apprécié du tout que l'employé change le code de langue anglais sans la permission expresse de la cliente.

Or c'est précisément ce que la ministre responsable de la Charte de la langue française, Christine St-Pierre, entend autoriser. Elle a mandaté le sous-ministre Guy Dumas au Secrétariat de la politique linguistique pour qu'il trouve un «*mécanisme*» afin que l'administration publique puisse changer ce code de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'administration publique québécoise s'adresse en anglais à une majorité de nouveaux arrivants.

langue une fois que l'immigrant a acquis une connaissance suffisante du français.

Selon Michel Sawyer, l'offre de services en anglais de la part des ministères et des organismes publics québécois augmente dans la région de Montréal afin de répondre à la demande croissante des allophones. Le bilinguisme est une condition d'embauche implicite de plus en plus exigée par les gestionnaires de l'État québécois, a-t-il fait observer. Implicite parce que le bilinguisme n'existe pas officiellement au sein de l'administration publique québécoise,

sauf pour de rares exceptions, par exemple dans le cas des fonctionnaires postés à la délégation du Québec à New York. Mais l'existence du bilinguisme au sein des ministères et des organismes publics québécois est bien réelle.

Une prime ?

À Montréal et dans l'Outaouais, le bilinguisme est une exigence non écrite pour obtenir un poste d'agent auprès de la clientèle à la SAAQ, à la RAMQ et à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). C'est tellement vrai que des employés de la CSST à Montréal exigent une prime au bilinguisme à l'instar des fonctionnaires fédéraux. Mais le SFPQ refuse d'aller dans cette direction.

Michel Sawyer croit que deux fonctions publiques québécoises sont en train de se créer. La pre-

mière, francophone, se trouve à l'extérieur de la région de Montréal et de l'Outaouais; la seconde, qui dessert ces deux régions, est résolument bilingue. «*On est en train de faire en sorte que les services publics soient bilingues*», estime le chef syndical. «*À partir du moment où on commence à rendre le bilinguisme légitime dans les services, on recule collectivement quant au fait français.*»

L'offre de services gouvernementaux en anglais aux nouveaux arrivants n'est pas un phénomène nouveau. Dans une étude de 1998 commandée par le Conseil de la langue française, le chercheur Michel Pagé constatait que «*les services publics servent généralement en anglais toute personne physique qui demande d'être servie dans cette langue*». Les immigrants et les nouveaux arrivants sont dans une large mesure servis en anglais parce que «*la définition de la clientèle anglophone dans les documents publics ne fait aucune distinction entre des personnes de langue maternelle anglaise depuis plusieurs générations*» et les autres locuteurs anglophones. Les immigrants qui accèdent aux services destinés aux anglophones, notamment en matière de santé et de services sociaux, «*profitent du caractère très libéral de la définition de la clientèle et de l'accueil à ces services*», notait le chercheur. «*La seule règle appliquée est la liberté de choix des individus. [...] C'est le client qui a le choix.*» Cette pratique adoptée par l'État québécois mine l'objectif d'intégration des immigrants, jugeait Michel Pagé.

Le Devoir

Maîtrise en géographie

Baccalauréat en biologie

PEUT-ON FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE SANS LE SAVOIR ?

Le Québec est sans contredit à l'avant-garde du développement durable en Amérique du Nord. Grâce au savoir et à la recherche universitaires, grâce à l'assiduité des millions d'étudiants d'hier et d'aujourd'hui, la société québécoise est devenue l'une des plus avancées au monde. Pour protéger nos acquis et aller de l'avant, soutenons adéquatement nos universités. Notre qualité de vie en dépend.

iffautle.savoir.ca

PERSPECTIVES



Le premier ministre a su organiser les débats de manière à coincer son principal adversaire, Stéphane Dion.

Une application concrète de l'heresthetics

Le maître de jeu

Stephen Harper est parvenu à exercer un contrôle quasi total sur l'ordre du jour parlementaire à Ottawa

Stéphane Dion est faible, aiment répéter en chœur les observateurs de la scène politique fédérale pour expliquer la maîtrise quasi totale de Stephen Harper sur le jeu parlementaire. Mais cette faiblesse explique-t-elle tout?

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Une fois de plus cette semaine, les députés libéraux de Stéphane Dion ont marché sur leur orgueil et appuyé la loi budgétaire conservatrice, qui contenait aussi des changements — qu'ils jugent pourtant néfastes — au régime d'immigration canadien. Et une fois de plus, Stephen Harper a réussi à imposer sa volonté, malgré son statut de premier ministre très minoritaire. M. Harper manque peut-être de députés, mais pas de talent pour exploiter les points faibles de ses adversaires.

La faiblesse de Stéphane Dion n'explique pas tout, selon Tom Flanagan, professeur de sciences politiques à l'Université de Calgary, très proche ami de M. Harper et directeur de la campagne électorale conservatrice de 2004. Certes, les conservateurs ont utilisé la vieille technique (autrefois utilisée contre eux par Jean Chrétien) consistant à caricaturer à l'aide de publicités disgracieuses le nouveau chef de l'opposition comme un être faible. Ces campagnes n'ont pu fonctionner, insiste M. Flanagan, que parce que M. Dion confirmait le stéréotype véhiculé: son anglais est vraiment mauvais, sa posture a vraiment l'air de celle d'un adolescent mal dans sa peau, son pif politique lui joue vraiment des tours.

Mais si Stephen Harper s'accommode si bien de son adversaire, c'est parce qu'il a su tourner cette faiblesse à son avantage. «Harper exploite la situation en présentant à Dion une série d'options politiques qu'il sait ne pas être à l'avantage de ce dernier», explique Tom Flanagan.

Cette façon de faire de la politique a un nom, «heresthetics», et un théoricien, William Riker. Ce professeur américain de sciences politiques aujourd'hui décédé a bâti son néologisme à partir de la racine grecque du mot «hérésies», qui signifie choix. L'heresthetics (aucune traduction française connue) est l'art de structurer le paysage politique de manière à ne présenter que des options qui sont à votre avantage et pas à celui de votre adversaire. En d'autres mots, c'est une astuce qui force les gens à changer leur comportement politique sans qu'ils aient changé leurs convictions pour autant: ils agissent en conservateur sans penser en conservateur.

Contrôler les comportements

«L'heresthetics est une façon de faire avancer votre programme, non pas en persuadant les gens de faire certaines choses, mais en organisant les choix de manière à ce qu'ils soient obligés de faire certaines choses», explique M. Flanagan. En politique, vous pouvez forcer les gens à faire certaines choses par la coercition. En démocratie, c'est limité. Vous pouvez les persuader par la rhétorique. Vous pouvez donner des ordres du haut de votre autorité ou, si vous contrôlez l'ordre du jour, vous structurez les choix des gens de manière à ce qu'ils adoptent des comportements conformes à votre plan. C'est ce à quoi Harper excelle. Il possède un véritable flair pour cela.»

La liste des situations où Stephen Harper a organisé le débat de manière à coincer l'adversaire est longue. Dans la mise à jour économique de l'automne, il a accéléré la réduction de la TPS et ramené le premier taux d'imposition de 15,5 % à 15 %, comme le promettaient les libéraux, qui ne pouvaient plus du coup critiquer. Cette contraction des revenus de l'État en a par ailleurs réduit la marge de

manœuvre financière au maximum. Un futur parti politique qui voudra proposer une initiative d'envergure (comme les garderies des libéraux ou des investissements massifs dans les transports en commun) devra s'engager envers l'électorat à amputer d'autres programmes, à augmenter les impôts ou à renouer avec les déficits. Suicidaire.

Selon Tom Flanagan, la stratégie conservatrice pour obtenir un prolongement de la mission canadienne en Afghanistan est le cas «le plus spectaculaire» de cette façon de coincer l'adversaire. «En nommant John Manley à la tête du comité d'analyse du futur de la mission, il a neutralisé Dion. Il a dû capituler. Les changements qu'il a obtenus à la motion gouvernementale ne sont que cosmétiques.» En négociant avec M. Harper, Stéphane Dion mettait le doigt dans l'engrenage de l'heresthetics...

Un stratège conservateur, qui requiert l'anonymat, rappelle qu'il y a une façon de prouver que la force de M. Harper ne s'explique pas seulement par la faiblesse du chef libéral. Il faut pour cela remonter à 2006, alors que M. Dion n'était encore qu'un candidat sous-estimé au leadership libéral et que les projecteurs étaient braqués sur le Bloc québécois.

«Il faut se rappeler qu'à l'époque, c'est Gilles Duceppe qui était perçu comme le faible», souligne ce stratège. En novembre, M. Harper sert à Duceppe la médecine «rikérienne»: il lui offre la reconnaissance que les Québécois forment une nation «dans un Canada uni». Gilles Duceppe, pris au dépourvu, s'oppose d'abord à cette motion, puis s'y rallie sous les railleries. M. Duceppe a eu le choix entre bloquer ce qu'il réclamait depuis des lunes et encenser les conservateurs.

Immigration et bastions libéraux

Les modifications proposées à la Loi sur l'immigration, débattues cette semaine, sont un autre exemple de l'application de cette théorie. Elles ont été délibérément greffées à une loi de mise en œuvre du budget plutôt que présentées dans un projet de loi distinct, avec pour conséquence que, si les libéraux, qui s'y disaient si opposés, votaient contre, ils précipiteraient le pays en campagne électorale. Ils ont choisi de voter en faveur de la loi jeudi, pour ainsi permettre aux comités parlementaires de l'étudier à fond.

Mais cette stratégie, appliquée ici à l'immigration, est mise au profit d'un objectif plus vaste: élargir la base électorale du Parti conservateur. Certains groupes ethniques au pays ont protesté contre les pouvoirs octroyés à la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration lui permettant de privilégier certains types d'immigrants. Mais d'autres, comme la Fondation Canada-Inde, s'en sont réjouis.

Les conservateurs, traditionnellement boudés par les nouveaux arrivants, tentent de les charmer depuis leur arrivée au pouvoir avec un secrétaire d'État, Jason Kenney, qui s'y consacre à plein temps. (Il souligne le Nouvel An chinois, vietnamien et coréen, commémorant l'incident du *Komagata Maru*, célèbre la fête du Diwali.)

«Les libéraux ont perdu les francophones du

Québec, ils ont perdu les secteurs ruraux de l'Ontario, ils ont perdu à peu près tout l'Ouest, fait remarquer Tom Flanagan. Quand on y pense en grands termes stratégiques, ceci équivaut à s'attaquer à la dernière forteresse libérale. [...] Stephen Harper lance le dernier assaut.»

Stephen Harper l'avait écrit lui-même dans un article fleuve publié dans le *Report News-magazine* de juin 2003, alors qu'il était chef de l'Alliance canadienne. Le retour en force de la droite devra passer par une conquête des immigrants. «Plusieurs électeurs traditionnellement libéraux, en particulier ceux provenant de communautés ethniques ou immigrantes, seront attirés par un parti qui a des positions très fermes sur les questions de valeurs et de famille.»

Une affaire de valeurs

Cette façon de continuellement obliger les libéraux de Stéphane Dion à piler sur leurs principes pour s'éviter des élections permet d'ailleurs à Stephen Harper de se positionner sur le plan des valeurs. Les opportunistes versus les purs.

« En nommant John Manley à la tête du comité d'analyse du futur de la mission, il a neutralisé Dion »

Dans son texte de juin 2003, M. Harper faisait valoir que la droite deviendra une option électorale compétitive si elle se dote d'un puissant compas moral puisque la gauche a perdu le sien. Sur le plan économique, la gauche a essentiellement adopté les valeurs conservatrices d'équilibre budgétaire et de réduction d'impôt alors que, sur le plan social, elle a renoncé à se doter de quelconques repères, écrivait-il.

Pour M. Harper, la gauche moderne est allée au-delà du «relativisme moral», déjà détestable en soi. «Elle est devenue une forme de nihilisme moral, écrivait-il, le rejet de toute tradition ou de moralité. [...] Cet enfoncement dans le nihilisme ne devrait pas nous surprendre, car le relativisme moral ne peut tout simplement pas servir de guide. Il mène à la stupidité, illustrée par cette neutralité face à l'utilisation de la marijuana ou des drogues plus fortes affichée alors même qu'elle mène des croisades aléatoires comme celles contre le tabac.»

Les libéraux font le pari que le temps jouera en leur faveur, que plus les électeurs verront les conservateurs à l'œuvre, plus ils s'en détourneront. Les troupes de Stephen Harper font le pari inverse. Encore cette semaine, lorsque *Le Devoir* a révélé que le whip conservateur avait menacé ses vis-à-vis de l'opposition de dissoudre le Parlement si l'ordre n'était pas rétabli dans les comités parlementaires paralysés, Stephen Harper a indiqué une fois de plus qu'il ne voulait pas aller aux urnes tout de suite. «J'ai l'intention de diriger le pays jusqu'en 2009», a-t-il dit, souriant en coin.

Tom Flanagan croit en effet que rester en poste est la meilleure recette pour atteindre une future majorité. «La façon de briser cette équation souvent faite entre Harper et peur, c'est de gouverner.»

Il souligne qu'être au poste de commandes offre toutes sortes d'occasions de déplacer peu à peu la psyché politique canadienne vers la droite. Le départ à la retraite cette semaine du juge Michel Bastarache est un exemple. «Il pourra nommer un autre juge à la Cour suprême, un conservateur modéré qui pourrait changer l'équilibre des forces pour toute une génération.» Comme l'écrivait Stephen Harper en 2003, «Les vrais gains seront inévitablement progressifs.»

Le Devoir



Michel David

Le grand ouf

Pendant des années, libéraux et péquistes ont rivalisé de tartufferie à propos des droits de scolarité. «Cachez-moi cette hausse...»

Ils savaient tous que le gel décrété en 1994 était un non-sens dans le contexte nord-américain, mais personne ne voulait payer le prix politique d'une augmentation qui était non seulement indispensable au maintien de la qualité de l'enseignement dispensé dans les universités québécoises mais également une question d'équité.

Parfois, au hasard d'une entrevue, quelqu'un se risquait à murmurer qu'il faudrait peut-être commencer à réfléchir à la possibilité de... Il était aussitôt cloué au pilori par les associations étudiantes, ses adversaires politiques et son propre parti.

En politique, avoir raison au mauvais moment revient à avoir tort, et les bons moments pour annoncer une hausse de tarif ou d'impôt sont très rares. Il y a seulement des moments pires que d'autres. Par exemple lorsqu'un gouvernement est minoritaire.

On reproche bien des choses à l'ADQ, mais il faut lui reconnaître le courage d'avoir été la première à s'engager à dégeler, puis à indexer les droits de scolarité. Encore aujourd'hui, Pauline Marois doit multiplier les circonlocutions pour éviter de provoquer les militants péquistes.

La présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, aurait toutefois été bien malvenue de jouer les saintes nitouches dans ses commentaires sur les hausses de tarif proposées par la commission présidée par l'économiste Claude Montmarquette. Ce n'est pas dans son caractère et, de toute manière, personne ne l'aurait crue.

Mme Jérôme-Forget ne s'en est pas cachée: elle trouve que les tarifs d'électricité sont trop bas au Québec. Malheureusement, a-t-elle ajouté, son influence est limitée au sein du gouvernement. Il n'y aura donc pas de hausse. On ne peut lui reprocher ni sa franchise ni son humour.

La réplique de son vis-à-vis péquiste, François Legault, a été tout sauf mordante. Et pour cause. M. Legault est tout aussi convaincu de la nécessité d'augmenter substantiellement les tarifs d'électricité tout en sachant très bien que Pauline Marois refusera de l'envisager pour les mêmes raisons électorales que le premier ministre Jean Charest.

L'ancien ministre péquiste Joseph Facal était particulièrement bien placé pour savoir à quoi s'en tenir quand Mme Jérôme-Forget l'a invité à faire partie de la commission sur la tarification présidée par M. Montmarquette.

À l'époque où M. Facal était lui-même président du Conseil du trésor, Bernard Landry lui avait adressé de vives félicitations pour son rapport sur les fonctions de l'État avant de l'expédier sur les tablettes, où il est maintenant couvert d'une épaisse couche de poussière.

Les réactions de la société civile au rapport Montmarquette étaient également réglées comme du papier à musique. Dans le coin gauche: la CSN, les fédérations étudiantes et Québec solidaire, unis dans une indignation commune. Dans le coin droit: le patronat. Tout ce beau monde viendra répéter son couplet en commission parlementaire.

Il est vrai qu'il existe au Québec une «culture de la gratuité» qui conduit inévitablement à l'inefficacité et au gaspillage. Certes, il est loisible pour une société de faire des choix qui constituent une entorse au principe de l'utilisateur-payeur, mais cela ne signifie pas le moindre coût pour tous tout le temps.

Si la progressivité de l'impôt est une mesure d'équité, pourquoi la tarification doit-elle obligatoirement être uniforme? Que ce soit dans un CPE ou à l'université, il est clair que le Québec offre une aubaine incomparable aux plus fortunés. Ailleurs, il est également très fréquent que des universités modulent les droits selon les facultés.

Les mythes ont la vie dure. Depuis la nationalisation de l'électricité, les Québécois sont convaincus que Dieu lui-même a voulu qu'ils bénéficient des tarifs les plus bas sur la planète. M. Facal a cru bon de citer Claude Ryan, dont la maxime favorite à l'époque où il dirigeait le PLQ était celle-ci: «Petit à petit, le ruisseau perce le rocher.» M. Ryan a cependant appris à ses dépens que la géologie et la politique n'ont pas la même notion du temps.

Il y a dix ans, Lucien Bouchard avait réussi à embrigader tout le Québec dans une croisade pour le déficit zéro, mais cela s'est fait au prix de l'éclatement de la coalition qui avait presque permis au OUI de l'emporter au 1995. Quand M. Bouchard est parti, en janvier 2001, nombreux sont ceux qui ont crié au bon débarras.

On peut penser ce qu'on veut de l'ancien premier ministre, mais aucun leader politique ne bénéficie actuellement de l'ascendant qui lui permettrait de convaincre la population de la nécessaire mise à jour d'une politique de tarification devenue anachronique.

Bien entendu, en commandant une étude à un groupe de «lucides», Monique Jérôme-Forget se doutait bien ce qu'il recommanderait, tout comme elle connaissait les conclusions du comité Castonguay sur le financement des services de santé avant même qu'il ne soit formé. Dans un cas comme dans l'autre, elle savait aussi que son gouvernement écarterait du revers de la main les orientations proposées.

Même s'il faudra du temps pour que ces idées pénètrent les esprits, tout n'est pas perdu pour le gouvernement Charest, bien au contraire. C'est même à se demander dans quelle mesure ces rapports n'ont pas été commandés précisément dans le but de permettre au gouvernement d'en rejeter les recommandations.

On a dit que le comité Montmarquette avait été créé sous la pression de l'ADQ, qui avait voté contre le premier budget de Mme Jérôme-Forget, au printemps 2007, sous prétexte qu'il ne contenait pas de politique de tarification. En réalité, rien n'aurait pu convaincre Mario Dumont d'appuyer le budget.

C'est un vieux truc de faire craindre le pire à la population, qui pousse ensuite un soupir de soulagement quand ça n'arrive pas. On a appelé cela la stratégie du grand ouf. Après avoir été accusé d'être le fossoyeur de la Révolution tranquille, le gouvernement Charest s'est métamorphosé en sauveur de la social-démocratie québécoise. Il faut le faire!

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Tarifs ou impôts ?

Un autre rapport pour les tablettes, se sont empressés de pré-dire plusieurs commentateurs à la suite de la publication, jeudi, de l'étude du Groupe de travail sur la tarification des services publics, présidé par l'économiste Claude Montmarquette. Sans doute, puisque le gouvernement Charest est minoritaire et que cette question de taxes ou de tarifs est bien plus complexe que ce que la logique économique laisse croire.

L'rapport Montmarquette avait été commandé par le ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, en réaction aux propositions de l'ADQ et en guise de contribution au débat sur la meilleure façon de financer les services publics pour un gouvernement qui a promis de réduire les impôts.

L'étude produite par le groupe de travail est intéressante parce qu'elle fait l'inventaire d'un certain nombre de programmes importants financés à la fois par les impôts et par les tarifs selon des ratios dont on ne comprend pas toujours la logique. Et pour cause, puisqu'il n'y a pas vraiment de logique économique dans plusieurs de ces tarifs imposés aux utilisateurs de services. Qu'il s'agisse des droits de scolarité, des permis de conduire, des permis de pêche, des droits de coupe de bois, des tarifs d'électricité ou du coût d'une place en garderie, aucun ne répond aux règles de fixation des prix par le marché.

Or voilà plus ou moins ce à quoi les auteurs du groupe d'étude voudraient qu'on en arrive. «Le message n'a rien de rigide ou de doctrinaire», prend-on la peine de préciser, puisqu'il vise surtout à «permettre une utilisation collectivement efficace» de ces biens et services fournis par l'État. Après tout, il est vrai que des tarifs d'électricité trop bas, par exemple, conduisent au gaspillage et privent l'ensemble des Québécois, actionnaires d'Hydro-Québec, de centaines de millions de dollars par année au profit des gros consommateurs d'électricité.

En nommant deux des signataires du désormais célèbre manifeste *Pour un Québec lucide*, publié en 2005, soit Claude Montmarquette et Joseph Facal, le ministre des Finances connaissait la couleur des recommandations avant même le début des travaux. Les «lucides» n'ont jamais caché leur parti pris pour le concept de l'utilisateur-payeur. Déjà, en 1996, alors qu'il était premier ministre, leur leader, Lucien Bouchard, prônait des augmentations de tarifs pour éviter de devoir augmenter les impôts. La même année, le ministre responsable d'Hydro-Québec haussait les tarifs d'électricité de 2,5 %, puis de 1,8 % l'année suivante.

Cela étant, un an plus tard, le même gouvernement a pris la décision de geler les tarifs d'électricité pour au moins trois ans, période qui fut même prolongée deux autres années... Que s'était-il passé? Rien, sinon deux élections générales, en 1998 et en 2003.

Il n'y a pas que les élections pour influencer les décisions des politiciens: leurs convictions jouent aussi un rôle important. Ainsi en a-t-il été des frais de garde, qu'on a voulus peu élevés pour aider les femmes à intégrer le marché du travail, ou des tarifs d'électricité aux alumineries, destinés à soutenir l'emploi en région. Si d'aventure un gouvernement tentait d'imposer à ses clients résidentiels des tarifs d'électricité calculés selon les lois du marché, il ne ferait pas de vieux os, à moins de faire de même pour les grands consommateurs que sont les papeteries et les alumineries.

L'autre facteur déterminant dans la part des coûts qui peut être reflétée aux utilisateurs sous forme de tarifs, c'est l'histoire de son financement. Autant il allait de soi que les garderies, l'assurance médicaments ou les congés parentaux ne soient pas gratuits au moment de leur création tardive, dans les années 1990 et 2000, autant il est encore à peu près impossible aujourd'hui d'imaginer l'imposition de frais modérateurs en santé, pas même pour les repas pris à l'hôpital.

En somme, les économistes et les idéologues de droite auront beau frapper sur le clou de l'efficacité d'une tarification adéquate, comme le fait le groupe de travail Montmarquette, la plupart des programmes gouvernementaux qui ont survécu aux nombreuses vagues de compressions budgétaires ces dernières décennies comportent une composante sociale, politique ou économique qui rend difficile le rééquilibrage souhaité entre le tarif à l'utilisateur et l'impôt assumé par l'ensemble des contribuables. Des libéraux, des péquistes et des adéquistes, aucun ne peut songer à modifier radicalement ces ratios, pas même en devenant gouvernement majoritaire.

Est-ce à dire pour autant que le Québec est voué à la stagnation? Aucunement. En effet, quand on y regarde de près, la plupart des programmes créés depuis dix ans et les réformes entreprises prouvent que les Québécois sont ouverts au changement lorsque celui-ci s'inscrit dans une logique de bien commun. Avis aux politiciens.

j-rsansfacon@ledevoir.com



LETTRES

Le dossier de l'équité salariale n'est pas réglé à l'Université de Montréal

Je souhaite corriger une assertion parue dans un article du *Devoir* publié le 9 avril 2008, dont le titre était: «L'UdeM réduit l'ampleur de son déficit annuel». On y rapportait que l'Université de Montréal a contracté une «dette [...] de 15 millions due au règlement du dossier de l'équité salariale survenu cet hiver». Or le dossier de l'équité salariale n'est pas réglé à l'UdeM. Les 15 millions dont il est fait mention dans l'article ont servi au règlement de la plainte pour discrimination salariale déposée par le Syndicat des employés de l'Université de Montréal en 1996. Cette entente compense financièrement les employés ayant occupé une fonction à prédominance féminine entre le 1^{er} juin 1996 et le 30 novembre 2001, mais il ne s'agit en aucun cas de la création d'un programme d'équité salariale en vertu de la Loi sur l'équité salariale, car les écarts salariaux des employés occupant des catégories d'emplois à prédominance féminine à l'Université de Montréal n'ont pas été corrigés à ce jour. Il me semble important de rétablir les faits et de nuancer l'affirmation selon laquelle l'Université de Montréal aurait réglé le dossier de l'équité salariale.

Catherine Bernier
Montréal, le 10 avril 2008

Mises en demeure bâillonnées

J'ai beaucoup apprécié le texte de Michel Bélanger paru dans *Le Devoir* du 10 avril. On a trop parlé des cas d'envoi par les promoteurs de mises en demeure qui menent les citoyens et les groupes à renoncer sans aller plus loin à leur mise en question d'un projet afin d'éviter d'avoir à aller se défendre devant un tribunal alors qu'il existe des instances non judiciaires et démocratiques pour traiter de telles questions. Ces cas sont plus nombreux

qu'on le croit mais ne sont pas rendus publics. C'est dès le stade de la mise en demeure que la loi en préparation devra pouvoir s'appliquer.
André Stainier
Québec, le 10 avril 2008

La classe moyenne égoïlée

«Nous vivons dans ce que j'appelle une culture de la gratuité.» Voici ce que Joseph Facal pense de la culture québécoise. M. Facal, je suis très bien ce qu'est la gratuité et je ne pense pas qu'elle s'applique à mon Québec, le Québec où je vis en 2008. Le prix des maisons a explosé, le prix de l'essence monte en flèche, le coût de la vie n'a jamais été aussi élevé. Tout ça sans compter l'augmentation des tarifs hydroélectriques, l'augmentation des coûts de stationnement, etc., au cours des dernières années. Bref, nous sommes très loin de la gratuité. Je dois aussi mentionner qu'en 2008, deux salaires sont nécessaires pour boucler les fins de mois. J'imagine que cette réalité des jeunes familles du début de la trentaine vous échappe. J'imagine qu'il est facile de dire qu'il faut augmenter les tarifs car ils sont trop bas lorsque maison et enfants ne constituent plus une dépense. Dans mon Québec à moi, M. Facal, le prix à payer n'a jamais été aussi élevé, et on est bien loin de la gratuité. En terminant, au lieu d'égoïler la classe moyenne en lui refilant la facture, comme vous semblez vouloir le préconiser, proposez plutôt à nos dirigeants de bien diriger et de faire de bons choix économiques en récupérant, par exemple, les points de TPS...
David Turmel
Chambly, le 10 avril 2008

Encore!

La Ville de Montréal va encore dépenser un million pigé dans les poches des contribuables pour effacer les graffitis. Quand donc la Ville prendra-t-elle des mesures sensées plutôt que de jeter l'argent par les fenêtres? Les canettes de peinture se vendent moins de 5 \$ et souvent 2 \$. On ne pourrait pas faire mieux com-

me encouragement à graffiter. Le coût du nettoyage de ces pollutions visuelles doit être inclus dans le prix de vente de ces contenants. Lorsqu'ils se détailleront 10 \$, voire 20 \$, on en verra sûrement beaucoup moins et des fonds seront disponibles pour les enlever sans nuire au budget de Montréal. La Thaïlande a procédé à ce virage il y a déjà cinq ans; depuis, il n'y a plus de graffitis là-bas. Quelqu'un va-t-il enfin se réveiller?

Jean-Marie Francoeur
Montréal, le 10 avril 2008

Fausse route

Ainsi donc, les députés à l'Assemblée nationale, toutes tendances confondues, jetteront tout simplement «à la poubelle» la nouvelle carte électorale, préparée avec grand soin par la Commission de la représentation électorale. Pourquoi? Parce que les régions perdraient le privilège d'être mieux représentées que les grands centres. C'est à faire vomir.

Les îles de la Madeleine connaissent-elles une explosion démographique du seul fait d'avoir leur propre député? La grande couronne de Montréal perd-elle de ses attraits parce qu'elle est sous-représentée?

Avec trois partis politiques bien en vie, le Québec pourrait se retrouver avec une formation ayant obtenu le plus grand nombre de sièges mais le plus petit pourcentage des voix. J'entends déjà les grands cris des perdants, comme en 1966, quand l'Union nationale avait ravi de justesse le pouvoir à l'équipe de Jean Lesage avec 41 % des suffrages contre 47 %. Daniel Johnson père avait répondu aux libéraux qu'ils n'avaient qu'à équilibrer la carte électorale avant de déclencher les élections. Si une telle aberration devait se reproduire, qu'il serait tentant de dire aux perdants, pour citer Pierre Bourgault: ayez la décence de vous taire! Pourrait-on blâmer ceux qui leur ordonneraient de fermer leur gueule?

Alain Contant
Montréal, le 10 avril 2008

REVUE DE PRESSE

Défendre ou non ses principes

Manon Cornéliier

Plus les Jeux olympiques de Pékin approchent, plus la question se pose. Comment y participer sans cautionner les atteintes croissantes aux droits de la personne et la répression au Tibet auxquelles se livre la Chine? Et faut-il même y participer? Le relais de la flamme olympique et la multiplication des manifestations d'opposition qui ont ponctué son parcours ont provoqué une réflexion sur l'état de la situation et la suite des choses.

Le *Winnipeg Free Press* estime qu'il est temps que la Chine «prenne sérieusement note de l'impatience croissante de la communauté internationale face à [son] hypocrisie». Le *Free Press* rappelle les engagements des autorités chinoises à améliorer la situation en matière de droits de la personne. Le quotidien est conscient qu'il faudra des pressions intenses pour faire bouger la Chine, ce qui lui fait dire que la menace d'un boycottage des Jeux reste la seule arme de la communauté internationale pour faire comprendre à la Chine que les incidents des derniers jours sont l'expression d'une réelle indignation face aux abus.

Le *Kingston Whig-Standard* est l'un des rares, avec le *Free Press*, à évoquer un boycottage des Jeux. «Personne n'aime être pris pour un imbécile. Ou, pis, être complice d'un geste illégal ou immoral, et c'est pourquoi autant de gens appuient» ceux qui ont tenté d'éteindre la flamme, croit le quotidien. L'intimidation des autorités chinoises n'y changera rien, écrit-il. «La Chine s'attend à ce que nous jouions le jeu, mais son pari à la mise dans une position où elle pourrait être confrontée à un boycottage des

Olympiques.» Le *Whig* pense qu'il est trop tôt pour prendre une décision à ce sujet, mais il refuse d'écarter ce scénario.

Et que ça continue

Le *Globe and Mail* note que, quoi qu'en pense le gouvernement chinois, les manifestations étaient prévisibles et ont du bon, surtout «pour une minorité qui souffre depuis longtemps de la répression brutale de Pékin». Malheureusement, à part quelques sursauts d'intérêt, ses revendications ont généralement été ignorées par le reste du monde. L'approche des JO était une occasion que les Tibétains ne pouvaient laisser passer. «Sachant que les projecteurs se détourneront de la Chine après les Olympiques, les Tibétains n'ont qu'une courte période pour présenter leur cause au monde. Si cela signifie priver quelques spectateurs du plaisir de voir les coureurs porter la flamme, qu'il en soit ainsi.» Le *Vancouver Sun* va dans le même sens. «Tout comme la Chine utilise les Jeux de Pékin pour mettre en valeur ses prouesses économiques, les opposants au régime profitent de l'occasion pour attirer l'attention sur leur cause.»

Le *Toronto Star*, de son côté, pense que le gouvernement chinois a été son pire ennemi dans toute cette affaire. Il a obtenu les Jeux en promettant d'améliorer la situation des droits de la personne et le voilà qu'il compare le dala-lama à un monstre, arrête des manifestants à Lhassa, s'en prend à des moines, emprisonne des dissidents et accentue la censure. «Mais, écrit le *Star*, plus l'influence politique et économique de la Chine augmente, plus le régime doit s'attendre à devoir rendre des comptes.» Les dirigeants chinois «devront montrer plus de respect

pour leur peuple pour mériter celui du monde. Si les manifestations olympiques arrivent à faire comprendre ce message, elles n'auront pas été vaines.»

Hypocrisie

Mindelle Jacobs, du *Edmonton Journal*, est catégorique. La Chine n'aurait jamais dû avoir les Jeux. Tristement réaliste, Jacobs note cependant qu'il est maintenant devenu impossible de couper tous les liens avec la Chine puisque son économie est inextricablement liée à la nôtre. Elle en veut pour preuve la liste des produits qui se retrouvent dans sa propre maison. «Et c'est pourquoi la Chine se fiche de ce que l'Occident pense. Elle sait qu'en général, les gens s'y soucient davantage d'une bonne affaire que du Tibet.» Ainsi, le Canada a importé pour 38 milliards de dollars de marchandises chinoises l'an dernier pendant que nous portions des macarons «Free Tibet»...

Iain Hunter, du *Victoria Times Colonist*, souligne que le respect des droits de l'homme n'a jamais préoccupé les Grecs de l'Antiquité ou les instigateurs du mouvement olympique moderne. Mais après avoir joué avec le feu et s'être éloigné de ses idéaux originaux, ce mouvement se brûle aujourd'hui les doigts, écrit-il. Au-delà de la rencontre sportive, les Jeux «sont devenus un spectacle pour promouvoir le prestige national, l'image et les profits des entreprises».

Le *Saskatoon StarPhoenix*, lui, déplore les incidents violents survenus à Londres et à Paris car, écrit-il, ils nuisent à la cause même que les protestataires disent servir. Le quotidien est contre un boycottage des Jeux, qui ne ferait que punir les athlètes. Et il rappelle qu'il y a des limites à l'efficacité des pressions qui peuvent être exercées sur la Chine. Cette dernière a encore dans la gorge l'humiliation subie au XIX^e siècle aux mains des puis-

sances coloniales uniquement préoccupées par leurs intérêts économiques. Si elle a l'impression que la même hypocrisie prévaut aujourd'hui, elle se rebiffera.

Deux poids, deux mesures

Parlant de principes, que dire de l'inaction du gouvernement de la Colombie-Britannique face aux polygames d'une secte mormone installée dans la province? La police recommande depuis une décennie de porter des accusations, mais le gouvernement craint une contestation en vertu de la Charte. Pour la deuxième fois cette semaine, un rapport est venu dire à Victoria de demander l'avis des tribunaux sous la forme d'un renvoi, au lieu de porter des accusations qui seraient ensuite contestées. Un renvoi accélérerait les choses et permettrait de porter de solides accusations par la suite. Selon le *Vancouver Sun*, la province n'a plus d'excuses, elle doit bouger car la situation à Bountiful a assez duré.

mcornellier@ledevoir.com



Manifestation de députés à Paris. JACKY NAEGELN REUTERS

IDÉES

Québec imaginaire et Canada réel

En septembre dernier, *Le Devoir* a tendu la perche à ses lecteurs, les invitant à participer à l'enquête Québec imaginaire lancée par l'artiste-philosophe Hervé Fischer. S'emparant du contexte sociopolitique tout à fait unique dans lequel le Québec était alors plongé, M. Fischer vous posait deux grandes questions: «Qu'est-ce que le Québec réel?» et «Quel est votre Québec imaginaire?». Vous avez été nombreux à répondre, et tel que convenu, l'auteur a étudié patiemment l'ensemble des contributions reçues, rassemblant les plus riches dans un livre à paraître le 15 avril prochain. Dans *Québec imaginaire et Canada réel. L'avenir en suspens* (VLB éditeur), Hervé Fischer analyse les résultats colligés, y allant de sa propre synthèse, mise en relief avec un exercice semblable effectué il y a 25 ans. Nous publions aujourd'hui des extraits de son essai.

HERVÉ FISCHER
Artiste-philosophe



A je voulu relever le défi de mettre le Québec sur le divan? J'ai en tout cas essayé de l'écouter attentivement, à travers ses médias et ses productions culturelles, notamment sa littérature, ses films et ses chansons. J'avais le sentiment très fort que le Québec évoluait rapidement. [...]

Le hasard du calendrier a fait coïncider mon enquête avec les séances publiques de la commission Bouchard-Taylor de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, qui a organisé 22 forums publics à travers le Québec au cours de l'automne 2007. J'en ai suivi le déroulement et les échanges à la télévision. Cette commission a suscité aussi tout un charivari médiatique de réactions individuelles et de nombreux groupes sociaux. Et c'est finalement de plusieurs centaines de réponses, de commentaires dans les journaux et de rapports mis sur le site de la commission Bouchard-Taylor que j'ai pu disposer pour préciser mon analyse. [...]

Tendances marquantes

J'ai le plus souvent cru devoir citer nominativement les auteurs des contributions dont je publie des extraits, car ils acceptaient d'avance que leurs textes soient diffusés avec la mention de leur nom dans le journal, sur le site «Québec imaginaire» du *Devoir* et dans le livre que j'annonçais. [...] J'ai tenté de m'inspirer d'une lecture attentive de ces contributions pour construire et orienter ma réflexion. Et je tiens à remercier sincèrement chacune et chacun de ceux, professionnels, étudiants ou retraités, qui ont ainsi directement contribué à ma recherche. Bien sûr, je n'ai pas pratiqué l'œcuménisme, mais plutôt tenté de dégager les tendances les plus marquantes. Ce livre est donc en quelque sorte une réponse collective et synthétique aux deux questions posées.

Ton optimiste

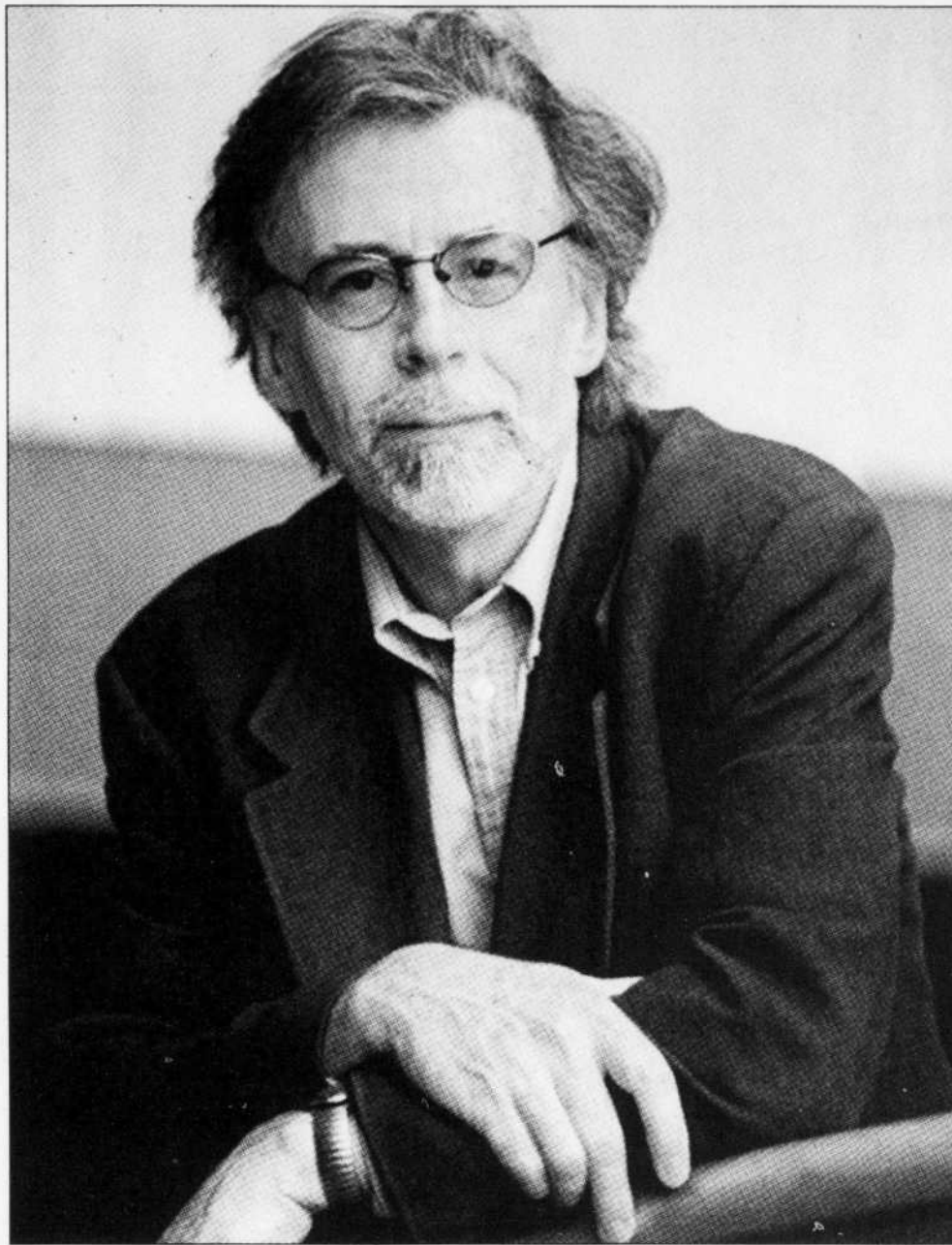
Et j'ai été étonné par le ton de ces contributions, en général beaucoup plus optimistes que celles de 1982. Le Québec a changé. Ne me devais-je pas d'y répondre à mon tour? J'ai donc tenté, en réfléchissant à ces textes, commentaires et suggestions que j'ai reçus, de les mettre en balance avec le discours collectif du Québec actuel et de les situer dans une interprétation plus générale. Ce livre est ainsi devenu aussi ma propre réponse. Je me suis interrogé plus particulièrement sur la fragilité du Canada, dont les Québécois ne semblent guère conscients et dont nos voisins anglophones semblent faire un sujet tabou, mais à laquelle je consacre un chapitre entier de ce livre.

J'ai fait le constat de l'attentisme actuel, aussi bien canadien que québécois, évidemment sans avenir, et qui ne nous laisse d'autre choix au Québec que de voter pour notre indépendance, afin de s'en dégager et de se redéfinir librement. Le contrecoup sera considérable pour le Canada lui-même, l'obligeant à négocier avec le Québec une nouvelle Union nord-américaine d'États indépendants. Au terme de cette analyse, il m'a paru nécessaire de préciser cette vision générale de l'avenir de nos deux pays, à partir de la façon dont ils se présentent à nous aujourd'hui, dans leur étrange relation de chicane perpétuelle, et tels qu'ils devront se reformer, pour incarner un nouvel espoir dans l'équilibre du monde.

Le pays imaginaire du Québec

Pays réel ou imaginaire? Chimère? Province? Nation? Nous? Souveraineté? Canada? J'entends si souvent autour de moi ces questions sur le statut ou l'existence même du Québec, explicites ou implicites, y compris dans le non-dit des conversations prudentes, qu'elles sont devenues pour moi aussi des questions incontournables. Je ne connais pas beaucoup de sociétés où la vie tourne autour d'un problème si étrange et j'avoue que je ne m'y suis pas habitué, même si je me suis laissé influencer moi aussi par cette idée gravée dans les esprits que le Québec souffre d'un mal identitaire chronique, aggravé par les deux défaites référendaires.

Quand j'ai choisi d'émigrer au Québec, au début des années 1980, la dépression collective, aggravée par la crise économique et l'échec référendaire, y paraissait désespérante. Elle se traduisait



Hervé Fischer

par une morosité blessée et défaitiste comme sous le joug de la fatalité. C'était le temps d'Hubert Aquin. *Trou de mémoire. Neige noire. Blocs erratiques.*

Et aujourd'hui, beaucoup de Québécois désabusés semblent encore penser que l'avenir se referme. Ils citent pour preuves, péle-mêle, le déclin démographique et la difficulté d'intégrer rapidement les immigrants, le scandale des commandites, le vol des résultats du référendum de 1995, l'arrogance des gouvernements de Jean Chrétien, l'inertie du gouvernement Charest, l'élection actuelle d'un gouvernement minoritaire à Québec (les Québécois sont plutôt ravis que le gouvernement soit minoritaire à Ottawa), la cuisante défaite du Parti québécois (PQ), la montée de l'Action démocratique du Québec (ADQ), le recul du français, la recherche inquiète de valeurs religieuses et culturelles rétrogrades, les interminables débats sur les accommodements raisonnables, et de nombreux supposés blocages successifs de l'opinion face à toute initiative plus audacieuse de développement économique.

Le Québec sur le divan

Bien sûr, la double question que je posais a suscité chez beaucoup une réponse opposant le réel et le rêve, tandis que d'autres ont surtout voulu exprimer leurs désirs. Mais tout pays n'est-il pas à la fois imaginaire et réel? Ne peut-on pas le dire aussi de ceux qui ont un siège aux Nations unies? Plusieurs répondants l'ont souligné. «Personne ne peut vraiment connaître ce qu'est le Québec réel; c'est toujours une affaire de perception qui relève certainement un peu de l'imaginaire», écrit André R. Bouchard.

Il serait très imprudent de sous-estimer le poids du réel. Ceux qui ne l'aiment pas ne peuvent nier à tout le moins sa résistance à nos désirs et sa charge de souffrance. Mais il ne serait pas moins téméraire de croire que nous le connaissons. Georgette Duchaine nous parle ainsi de son Québec: «Pour moi, il est réel quand je regarde le fleuve de la pointe de Saint-Vallier; quand je me promène dans le jardin des Ursulines du Vieux-Québec; quand, en avion, à 1000 pieds je suis le fleuve l'Inver et que les glaces font du Marcelle Ferron; quand je regarde le spectacle O du Cirque du Soleil à Vegas. Mon Québec imaginaire, c'est celui qui n'a de réalité que dans mon imagination; il est souverain, indépendant, unique et mien.»

Réel et imaginaire

Notre connaissance du monde semble résulter d'un mélange dynamique d'objectivité et d'imagination; et ces deux éléments ne peuvent être isolés distinctement comme la molécule d'oxygène et les deux molécules d'hydrogène qui font l'eau. Bien plus: comment ne pas s'étonner de l'écart fabuleux qui nous apparaît entre cette formule élémentaire des particules chimiques et la puissance d'évocation de l'eau!

Il en est un peu ainsi d'un pays que l'on s'emploie à décrire selon des paramètres constitutionnels, démographiques ou économiques, mais qui est d'une bien autre dimension historique et hu-

maine, et finalement imaginaire!

On ne donne pas sa vie pour l'économie. Mais pour son pays, oui, c'est-à-dire pour des valeurs humaines et un idéal imaginaire, même si je ne peux rien dire de vraiment satisfaisant, ni philosophiquement, ni scientifiquement, ni sociologiquement, ni psychologiquement d'un pays.

Le besoin du réel

Nous sommes ainsi contraints de croire autant à l'imagination qu'à l'objectivité, à la symbolique qu'à la finance, étant nous-mêmes parties prenantes à ces croyances. Il en est de l'astrophysique comme d'un peuple. Une nation, c'est bien plus que des frontières physiques! Est-ce l'action, l'intention, l'emprise politique, la mémoire ou le projet qui donne à un pays sa nature? Sa signification? Notre connaissance de l'univers tient à nos intè-

rêts, à nos préjugés, à nos désirs et à nos peurs, à notre imaginaire, à nos mythes. Il n'en est pas autrement d'un pays.

Fatalité? Impuissance? Logique internationale? Mal imaginaire? Blessure de l'inconscient collectif? Paranoïa? Bien souvent, ce sont les mêmes contraintes du réel, les résistances qu'il nous oppose, les frustrations qu'il nous impose, les évènements, les compensations et les revanche auxquelles nous aspirons, qui excitent le plus activement notre imaginaire et lui donnent finalement plus de puissance que le réel ne saurait par lui-même y prétendre. L'imaginaire a besoin de son contraire pour s'affirmer. Et dans le cas du Québec, c'est certainement la crainte de la perte et l'attachement à une identité menacée qui activent la conscience du pays désiré... [...]

Passer de l'un à l'autre

Un pays, c'est donc toujours, avec ses prétentions de réalité, une chimère dans l'esprit de ses citoyens. «Québec réel et imaginaire? Quelle bonne question! L'un alimente l'autre», déclare Marc A. Vallée en tête de sa réponse. Le Québec rêve de lui-même, bien sûr! Et c'est bien ainsi. Personne ne pourra lui enlever ce songe qui berce ses longues nuits d'hiver.

Pascal Alain le note ainsi: «Depuis le 30 octobre 1995, j'ai vraiment l'impression que le Québec fait du surplace, qu'il tourne en rond, qu'il tend à contaminer sa population avec des questions aux allures de labyrinthes sans sorties. Quand je me rends compte que le Québec tente de m'inspirer dans ces débats stériles, je me réfugie, pour ne pas sombrer dans le vide, dans la lecture, dans l'écriture, dans la musique. Je me réfugie dans mon Québec imaginaire. [...]

Mon Québec imaginaire aura bientôt trois mois et porte le nom de Frida. Quand je constate à quel point les vagues adepte et conservatrice déferlent sur le Québec, quand je vois à quel point le PQ se cherche et tourne en rond, quand enfin je sens le vide politique et social m'envelopper, j'ai un lieu de plus pour me réfugier. Je me réfugie dans les yeux de Frida, pour laquelle j'espère une Gaspésie toujours aussi fabuleuse et un Québec qui ne sera plus à vendre au plus offrant.»



Denise Bombardier

Voyage à l'ère planétaire - 7

Shanghai, Chine — Décidément, le grand bond en avant ne doit rien à Mao et tout aux dirigeants récents qui ont fait reculer l'idéologie au profit du commerce, une vieille passion chinoise. Débarquer ici 25 ans après un premier séjour est un choc anthropologique assuré. Les grues géantes qui s'élèvent entre les gratte-ciel orgueilleux et ostentatoires incarnent ce nouveau visage de la Chine éveillée.

Comme dans d'autres pays qu'on dit émergents, peut-être à cause de l'émergence de la construction urbaine moderne, la Chine ne cache plus derrière des livres rouges et d'autres artefacts révolutionnaires ses inégalités vertigineuses. Il faut se promener dans certaines galeries marchandes aux boutiques fastueuses pour croiser de jeunes Chinois en train de s'acheter des chaussures Tod's à 800 \$, des sacs Hermès à 3000 \$ et des montres Cartier à 8000 \$. Que faisaient leurs parents il y a 25 ans, engoncés dans leur uniforme beige et grisâtre? A quoi s'occupaient leurs grands-parents pendant la Révolution culturelle?

Et tous ces autres jeunes, les cheveux hirsutes, les mèches décolorées, l'allure déjantée et branchée de tous les garçons et filles du monde occidental et qui acostent le touriste pour lui offrir des copies de toutes les marques qui inondent la planète, à quoi rêvent-ils quand ils rentrent le soir sur des bicyclettes brinquebalantes dans des quartiers encore intacts où ils vivent souvent dans la crasse, la promiscuité et l'indigence? Ce type d'habitation, nous le découvrons du haut de la chambre de notre hôtel construit au cœur même d'un vieux quartier grouillant de la Chine ancestrale.

Ils rêvent d'abandonner leurs vélos pourris pour des scooters rutilants ou des bagnoles d'occasion. Ils rêvent de produits de consommation qui sont devenus haïssables pour beaucoup de jeunes d'Occident. Les jeunes Chinois confondent les objets de consommation avec la liberté. Ils confondent la propreté, un certain confort, une esthétique et une musique des pays riches avec la liberté. Baragouiner l'anglais leur apparaît même un attribut de cette liberté, car c'est l'instrument privilégié de communication avec le reste du monde. On pourrait même dire que les jeunes de l'empire du Milieu apprécient grandement les périphéries planétaires que sont nos pays.

Lorsqu'on croise des Chinois plus âgés dans la rue, il est difficile de ne pas s'interroger sur leur passé. Quel rôle jouaient-ils dans la structure du Parti? Ont-ils dénoncé leurs propres père et mère, comme c'était la pratique durant la Révolution culturelle? Se sont-ils retrouvés en prison, dans les camps de travail? Étaient-ils apparatchiks? Ont-ils été bourreaux ou victimes dans un passé récent? Car le terrible régime de Mao, qui a eu comme résultat d'affamer des centaines de millions de personnes et d'en tuer des millions, ne s'est pas arrêté avec la mort de celui-ci en 1976. Malgré les ouvertures exprimées en réformes économiques à l'initiative de Deng Xiaoping, la liberté politique amorcée s'est arrêtée à la place Tiananmen en 1989.

La nouvelle Chine, à l'opposé de la Chine nouvelle, l'organe antidiluvien du Parti communiste, suppose un espace de liberté de plus en plus élastique. Car, contrairement à la doctrine marxiste, il n'y a pas de progrès économique sans une liberté relative. Les dirigeants actuels sont confrontés à cette réalité. La société de consommation, en dépit de tous ses excès et de ses effets pervers, suppose des choix personnels. On peut choisir ses objets, ses vêtements qui nous distinguent des autres, alors pourquoi ne pas choisir aussi sa façon de voir et ses opinions?

En ce sens, il est frappant d'observer avec quelle liberté nous parlent les jeunes en particulier, ceux qui représentent la Chine de demain. Sensible aux questions d'environnement, une jeune étudiante nous a confié faire partie d'un groupe qui lutte contre la pollution dans la ville et avant tout contre la démolition systématique des habitations anciennes, vétustes certes, mais qu'elle souhaite voir renouées plutôt que détruites. De nombreuses voix se font entendre contre cette entreprise d'éradication de l'architecture traditionnelle au profit de ces tours spectaculaires si caractéristiques de l'Asie d'aujourd'hui.

Faut-il se surprendre enfin de l'importance que revêt ici la tenue des Jeux olympiques? Cette présence massive de représentants du monde entier dans la capitale chinoise participe de cette ouverture tant désirée par nombre de Chinois qui espèrent ainsi de nouveaux assouplissements du régime. Les Tibétains qui protestent et les Occidentaux qui dénoncent ou souhaitent un boycottage trouvent peu de sympathisants ici, car ils sont perçus comme les alliés objectifs de la fermeture de la Chine sur elle-même.

Le résultat de ces manifestations diverses est de souder le peuple derrière ses dirigeants, une situation redoutée par les héros dissidents de l'intérieur, qui se battent pour les droits de la personne, ceux des Tibétains y compris. Ainsi, l'offensive contre la politique chinoise isole davantage ses voix courageuses. Vue de Chine, la complexité de la politique actuelle de même que les positions ambiguës du dalai-lama rendent perplexes.

denbombardier@videotron.ca

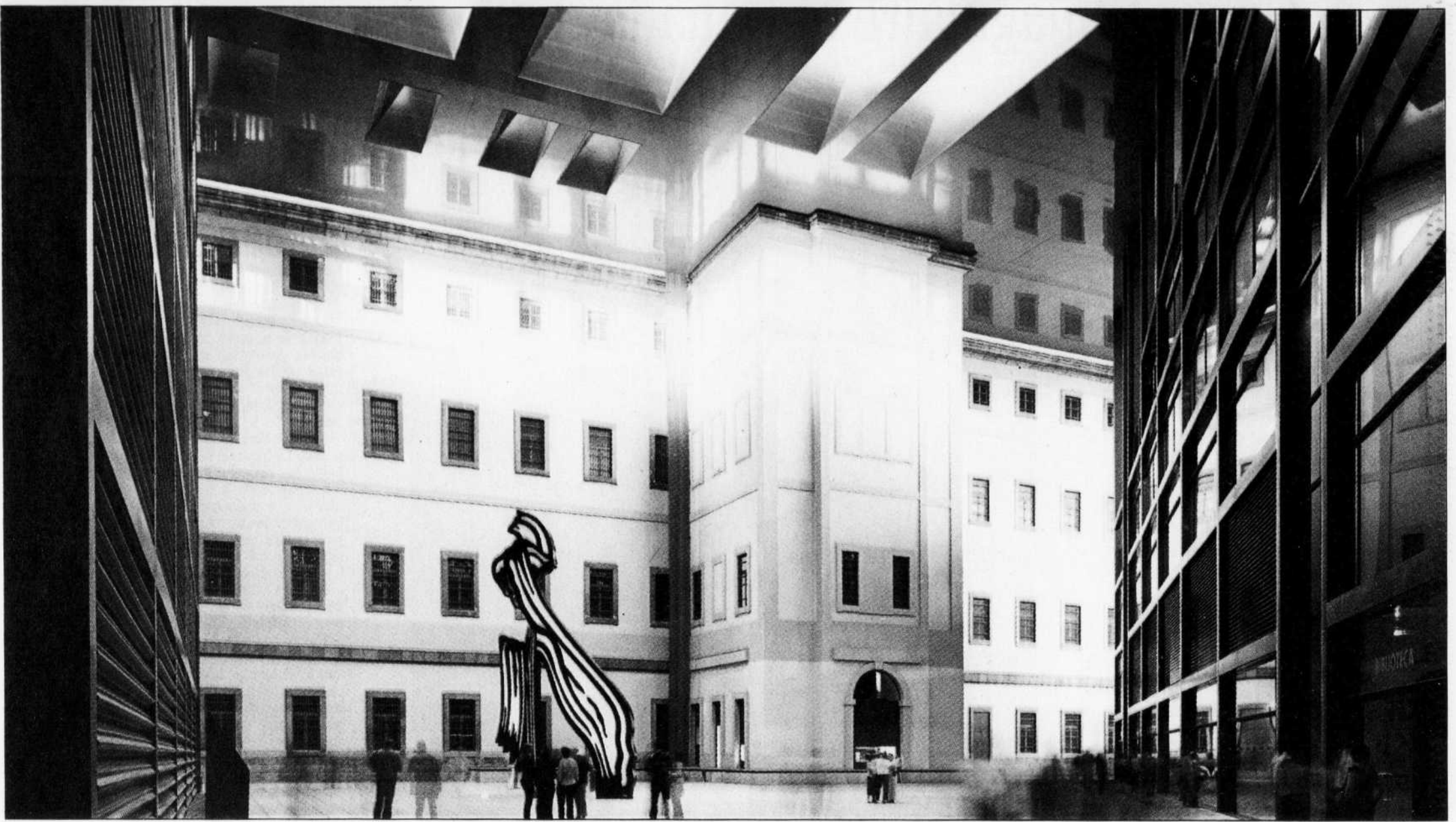
Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise; Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet); Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazeau (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et culture Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Éric Parent Bouchard, Étienne Plamondon-Emond (communis à la rédaction); LA DOCUMENTATION: Gilles Paire (directeur); Manon Derome, Olivier Spécler (Québec), Monique Bherer (Ottawa); LA PUBLICITÉ: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint); Julie Chrétien, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Genevieve Pierrat, Chantal Rainville, Marjorie Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Sylvie Laporte, Martine Berrubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernitski, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion); L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chervier, Monique Proteau, Danièle Ross.

DESIGN + ARCHITECTURE



Le musée Reina Sofia de Madrid, en Espagne.

PHILIPPE RUULT

Le bâtisseur de poésie

La carrière de Jean Nouvel, Prix Pritzker en architecture, ressemble à celle d'un grand réalisateur de cinéma

Architecte de l'Institut du monde arabe, de la Fondation Cartier et du Musée du Quai Branly à Paris, Jean Nouvel vient de se voir décerner le prix Pritzker, l'équivalent du prix Nobel en architecture. À 63 ans, l'homme au crâne rasé, toujours vêtu de noir, est à la tête d'une agence de plus de 160 personnes à travers le monde. L'architecte français entreprend actuellement des projets gigantesques qui ont tous en commun un sens de l'innovation et une poésie inouïe, ce qui permet de leur garder un esprit humain dans un corps démesuré...

EMMANUELLE VIEIRA

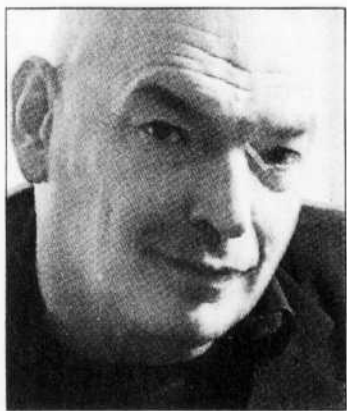
La carrière de Jean Nouvel ressemble à celle d'un grand réalisateur de cinéma. On y retrouve une récurrence de certains thèmes explorés et un univers bien défini qui ne se laisse jamais cataloguer ou enfermer dans un genre ou dans un style. À l'image des grands réalisateurs de films, il a ce visage d'apparence froideur, l'expression d'un homme à la sensibilité extrême qui se tient en arrière pour mieux sentir, pour mieux analyser les choses.

Jean Nouvel possède le don précieux de pouvoir décoder le monde dans lequel nous vivons et de réussir à nous en livrer une interprétation puissante et vivante, sous forme d'images contenues dans une architecture lumineuse et vivante, teintée d'une poésie rare. Mais il serait faux de dire que toutes ses créations sont géniales. Comme tous les artistes, il tâtonne et parfois échoue. L'architecte a toutefois le mérite de chercher sans cesse, de remettre en question et, forcément, de provoquer des débats. Le public n'est pas toujours d'accord avec ses propositions, mais Jean Nouvel se positionne et avance au fil des ans dans ses jugements. Ne serait-ce que pour ça, la création du maître est remarquable.

Le jury du Pritzker 2008 reconnaît que l'architecture est un domaine parsemé d'embûches et que la carrière d'un architecte ne suit pas toujours un parcours linéaire. «Dans le cas de Jean Nouvel, nous admirons tout particulièrement l'esprit de ce parcours, une persistance, une imagination, une exubérance et par-dessus tout un désir sans cesse renouvelé de créer par l'expérience, a souligné le jury. De toutes les qualifications décrivant sa carrière, les plus pertinentes sont celles qui saluent son courage à rechercher des idées neuves et à remettre en question les conventions admises pour repousser toujours plus loin les limites de l'art.»

Tours sans fin

Jean Nouvel a imaginé et construit plus de 200 projets à l'échelle planétaire. Projeté sur la scène internationale avec l'Institut du monde arabe (1987), il a consolidé son succès avec l'Opéra de Lyon (1993), la Fondation Cartier



CHRISTOPHE PETIT TESSON
Jean Nouvel: «Tout est théâtral. J'ai longtemps travaillé comme scénographe, même quand je faisais des logements sociaux.»

des arts contemporains à Paris (1994), le Centre de culture et de congrès de Lucerne, en Suisse (2000), la tour Agbar à Barcelone (2005), l'extension du Musée Reina Sofia à Madrid (2006) et le Musée du Quai Branly à Paris (2006). Parmi les innombrables projets en construction ou en préparation, on peut citer le Symphony Hall de Copenhague, l'usine Ferrari à Modène, la station de train de Genève et le Louvre d'Abu Dhabi.

La planète entière semble lui faire confiance pour la conception d'édifices culturels à grande échelle, mais elle le sollicite aussi beaucoup pour les tours. Les Ateliers Jean Nouvel (AJN) en ont au moins une quinzaine en préparation ou en construction, de Milan à Singapour, de Doha, au Qatar, à Boulogne, en France. Toutes différentes, ces tours incarnent l'engouement de l'architecte pour une technologie de pointe et son désir d'estomper les limites entre le bâti et le ciel.

Qu'il s'agisse de projets culturels ou de tours, Jean Nouvel cherche toujours la meilleure mise en scène architecturale, capable de toucher au plus profond notre imaginaire. Cette théâtralité n'est pas le fruit du hasard. Nouvel a souvent comparé son rôle en tant qu'architecte à celui d'un réalisateur de films. Dans un entretien publié par *El Croquis* en 2002, il disait ceci: «Tout est théâtral. J'ai longtemps travaillé comme scénographe, même quand je faisais des logements sociaux... La scénographie, c'est la relation entre les objets et la matière que nous voulons présenter à la personne qui regarde. Dans les faits, dans chaque bâti-

ment, il existe un moyen d'offrir une vue à 360 degrés sur le paysage, comme à Lucerne. Cela ne me gêne pas qu'on utilise le terme "scénographie", du moment qu'on l'utilise à bon escient.»

Dans d'autres entretiens, il a souvent affirmé que l'architecture et le cinéma sont très proches. «L'architecture existe, comme le cinéma, dans une dimension de temps et de mouvement. On pense, on conçoit et on lit un bâtiment en termes de séquences. Eriger un bâtiment, c'est prévoir et rechercher des effets de contraste et de liaison attachés à la succession d'espaces qu'on traverse», explique-t-il. Ainsi, ses projets transforment les paysages au sein desquels ils sont construits, bien souvent pour devenir des manifestations urbaines majeures à part entière.

Manipulation de la lumière

Il voulait être peintre, il a fini par s'inscrire à l'école d'architecture des Beaux-arts de Paris. Etudiant, il surprenait déjà son entourage en refusant le seul savoir architectural pour aller vers d'autres univers. Aujourd'hui, l'architecte privilégie le concept au dessin traditionnel, un médium qu'il dit peu adéquat à la représentation des effets de lumière et de mouvement.

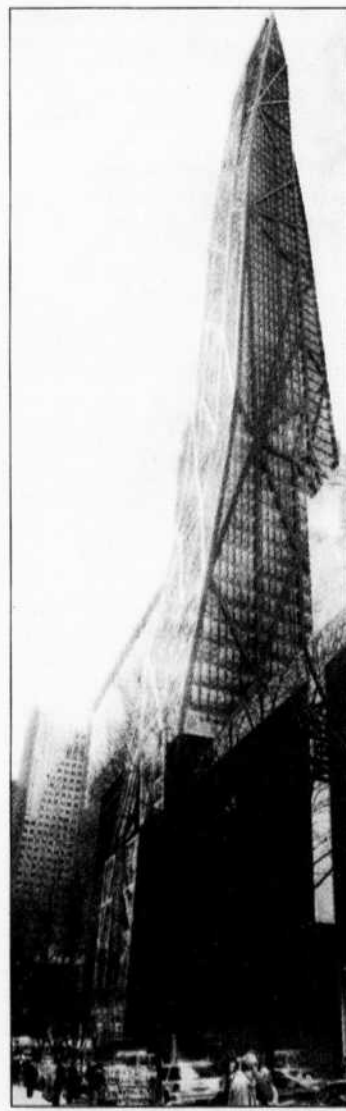
Depuis la création de son atelier à Paris, dans les années 1970, Nouvel s'est contraint — et a contraint son entourage — à envisager de nouvelles façons d'aborder les problèmes architecturaux classiques. Il ne s'intéresse ni aux démarches unificatrices ni aux typologies convenues. Il privilégie les ruptures d'échelle et de forme qui conduisent l'observateur d'une sensibilité esthétique à une autre. «J'aime qu'un projet puisse être à lui seul 10 000 projets simultanés.»

La manipulation de la lumière et les couches alternées de transparence et d'opacité sont des thèmes récurrents de l'œuvre de Nouvel. À l'Institut du monde arabe, construit en 1987, un mécanisme réglable d'objectifs métalliques intégrés sur la façade sud permet de réguler l'intensité lumineuse à l'intérieur du bâtiment, clin d'œil moderne aux entrelacs traditionnels de la décoration arabe. Le Centre de culture et de congrès de Lucerne ainsi que la Fondation Cartier à Paris sont deux autres des projets achevés de Nouvel que souligne le jury du prix Pritzker parce qu'ils rendent «la dématérialisation tangible».



La future salle de concert philharmonique de Paris, France.

GASTON & SEPTET



ATELIERS JEAN NOUVEL
La Tour de verre, spectaculaire immeuble fuselé, devrait s'élever dans le ciel de New York, États-Unis, fin 2011.

Cette citation attire l'attention sur la Tour Sans Fin de Nouvel, une structure de 400 mètres de haut qui devait être l'immeuble le plus haut d'Europe. Pour le jury, l'importance du projet venait de «la peau du bâtiment, qui, composée tour à tour de granit, d'aluminium, d'acier, puis de verre, s'estompe progressivement avant de disparaître complètement dans le ciel».

Bien que la tour n'ait jamais été réalisée, Nouvel a réussi à rendre à plus petite échelle et horizontalement cette idée de dématérialisation dans le projet de la Fondation Cartier. Grâce à trois plans de verre placés parallèlement le long du boulevard Raspail, l'édifice s'estompe dans la trame urbaine le jour en se fondant dans le ciel et les arbres du musée qu'il reflète. Sa façade toute de verre et d'acier, aux lignes parfaitement épurées, devient un merveilleux écran de lumière qui répond à la ville nocturne et aux feux des voitures une fois la nuit tombée.

Conquête de l'Amérique

Après avoir conquis l'Europe et le Moyen-Orient, Nouvel s'attaque aux États-Unis. Il a livré le Guthrie Theatre de Minneapolis en 2006 et termine actuellement la construction d'une tour d'habitation sur l'Hudson, à New York. Il y a aussi le projet d'immeuble d'habitation de grande hauteur (Suncl Tower) dans la Century City de Los Angeles et surtout celui de la Tour de verre, un spectaculaire immeuble fuselé qui devrait s'élever dans le ciel new-yorkais pour la fin de 2011.

La tour prendra racine à l'emplacement d'une aire de stationnement de seulement 1800 mètres

carrés, sur un terrain voisin du fameux MoMA.

Pour se tenir sur une si faible assise, elle s'appuiera sur son tronc central et surtout sur une structure périphérique en poutres croisées. «Le maillage asymétrique, très présent dans les espaces intérieurs, sera identifiable depuis l'extérieur grâce à son empreinte sérigraphiée sur la façade», dit Jean Nouvel. Pour ce projet, je suis resté fidèle à ma conception d'une architecture définie pour un contexte précis. La forme est née des contraintes du site et épouse son contour en se réduisant en fonction des immeubles voisins, dans le respect du gabarit constructible.»

Avec ses 350 mètres, le futur édifice ne sera pas seulement une des quatre ou cinq plus hautes tours de la ville. À lire *The New York Times*, il promet aussi d'être la création «la plus exaltante dans le skyline» depuis bien longtemps. À terme, la tour offrira quelque 66 000 mètres carrés qui permettront d'abord au prestigieux voisin de l'ouest, le MoMA, de disposer de nouvelles galeries. Viendront s'y ajouter des commerces au rez-de-chaussée et un hôtel d'une centaine de chambres.

Cet immeuble offrira enfin quelque 50 étages de logements. «Plus on montera, plus ils seront exceptionnels, les derniers appartements auront une vue à 360 degrés sur Manhattan», annonce Jean Nouvel. Comme si la Tour de verre ne faisait pas suffisamment rêver... Le prochain rêve sera sans doute le projet de Grand Louvre, tapi sous une coupole climatique à Abu Dhabi.

www.jeannouvel.com

Collaboratrice du Devoir